

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX



RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

N°	Sujet	Description
RG1	Voyages hors Québec	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2021-2022 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant : - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé; i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés; j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts; k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions; l) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage.
RG2	Voyages en avions Conseil des ministres et cabinets	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2021-2022 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés; d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
RG3	Publicité, articles promotionnels et commandites	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
RG4	Conférences de presse, événements	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément : <u>Par le cabinet ministériel :</u> a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

RG4 suite	Conférences de presse, événements	<p><u>Par le ministère ou l'organisme :</u></p> <p>e) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;</p> <p>f) le but visé par chaque dépense;</p> <p>g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;</p> <p>h) si l'événement s'est tenu virtuellement.</p> <p><u>Par un professionnel ou par une firme externe :</u></p> <p>i) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;</p> <p>j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;</p> <p>k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;</p> <p>m) le but visé par chaque dépense;</p> <p>n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;</p> <p>o) si l'événement s'est tenu virtuellement.</p>
RG5	Formation en communication	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p><u>Organisée par le ministère ou l'organisme :</u></p> <p>a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;</p> <p>b) le but recherché par chaque dépense;</p> <p>c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.</p> <p><u>Données par un professionnel ou une firme externe :</u></p> <p>d) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023;</p> <p>e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;</p> <p>f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;</p> <p>h) le but visé par chaque dépense;</p> <p>i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.</p>
RG6	Contrats	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant :</p> <p>a) les noms du professionnel ou de la firme;</p> <p>b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);</p> <p>c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);</p> <p>d) la date d'octroi du contrat;</p> <p>e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;</p> <p>f) l'échéancier;</p> <p>g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</p> <p>Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.</p>
RG7	Appels d'offres publics	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <p>a) la liste des soumissions et le montant de chacune;</p> <p>b) la grille d'évaluation des soumissions;</p> <p>c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;</p> <p>d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;</p> <p>e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.</p>

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

RG8	Consultants externes	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;</li> <li>b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);</li> <li>c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;</li> <li>d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;</li> <li>e) une description de son mandat;</li> <li>f) la date de début de son contrat;</li> <li>g) la date prévue de fin de son contrat;</li> <li>h) sa rémunération annuelle.</li> </ul>
RG9	Développements informatiques	<p>Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2021-2022, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nom du projet;</li> <li>b) la nature du projet;</li> <li>c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);</li> <li>d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;</li> <li>e) les plus récentes évaluations du coût du projet;</li> <li>f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;</li> <li>g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;</li> <li>h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;</li> <li>i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;</li> <li>j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;</li> <li>k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;</li> </ul> </li> <li>l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;</li> <li>m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2021-2022.</li> </ul>
RG10	Dépenses diverses	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2021-2022, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la photocopie;</li> <li>b) le mobilier de bureau;</li> <li>c) l'ameublement;</li> <li>d) la décoration et l'embellissement, incluant les oeuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;</li> <li>e) le distributeur d'eau de source;</li> <li>f) le remboursement des frais de transport;</li> <li>g) le remboursement des frais d'hébergement;</li> <li>h) le remboursement des frais de repas;</li> <li>i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;</li> <li>j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> <li>I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.</li> </ul> </li> </ul>

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

RG11	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2021-2022, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <p>a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;</p> <p>b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;</p> <p>c) les coûts d'acquisition des appareils;</p> <p>d) le coût d'utilisation des appareils;</p> <p>e) le coût des contrats téléphoniques;</p> <p>f) les noms des fournisseurs;</p> <p>g) le nombre de minutes utilisées;</p> <p>h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;</p> <p>i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;</p> <p>j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;</p> <p>k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.</p>
RG12 a	Minorités visibles 35 ans et +	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :</p> <p>a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus.</p>
RG12 b	Minorités visibles – de 35 ans	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :</p> <p>b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins.</p>
RG12 c	Jours de maladie	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :</p> <p>c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.</p>
RG12 d	Réserve de maladie	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :</p> <p>d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.</p>
RG12 e	Heures supplémentaires	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :</p> <p>e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :</p> <p>- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.</p>
RG12 f	Jours de vacances	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023:</p> <p>f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.</p>

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

RG12 g	Réserve des jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
RG12 h	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
RG12 i	Personnel double rémunération	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
RG12 j	Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
RG12 k	Effectifs complexité	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
RG12 l	Effectifs traitement supérieur	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
RG12 m	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).
RG12 n	Effectifs 5 prochains exercices	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
RG12 o	Nombre employés permanents et temporaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : o) le nombre d'employés permanents et temporaires.
RG12 p	Départs volontaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

RG12 q	Postes abolis par ministère	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi.
RG12 r	Effectif autorisé Loi 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.
RG12 s	Postes vacants	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.
RG13 a	Départ à la retraite	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2021-2022 et les prévisions pour l'année 2021-2022 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.
RG13 b	Remplacement selon PGRH	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2021-2022 et les prévisions pour l'année 2021-2022 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
RG13 c	Retraités à contrat	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2021-2022 et les prévisions pour l'année 2021-2022 de : c) c) le nombre de départs à la retraite prévus prévues pour 2022-2023 et les indemnités de retraite qui seront versées.
RG13 d	Départ à la retraite contractuel	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2021-2022 et les prévisions pour l'année 2021-2022 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
RG14	Baux SQL	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2021-2022 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant; k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse; l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
RG15	Actifs immobiliers excédentaires	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir : a) la liste des actifs excédentaires inoccupés; b) la valeur estimée de ceux-ci; c) les coûts d'entretien annuel; d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

RG16	Aménagement	<p>Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les dates des travaux;</li> <li>b) les coûts;</li> <li>c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.</li> </ul>
RG17	Membres du cabinet	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2021-2022, en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;</li> <li>b) le titre de la fonction;</li> <li>c) l'adresse du port d'attache;</li> <li>d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;</li> <li>e) la prime de départ versée, le cas échéant;</li> <li>f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;</li> <li>g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;</li> <li>h) la description de tâches;</li> <li>i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2021-2021;</li> <li>j) le nombre total d'employés au cabinet;</li> <li>k) la masse salariale totale par cabinet;</li> <li>l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;</li> <li>m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.</li> </ul>
RG18	Budget discrétionnaire	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2021-2022, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;</li> <li>b) la circonscription électorale;</li> <li>c) le montant attribué;</li> <li>d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.</li> </ul>
RG19	Personnel hors structure	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nom de la personne;</li> <li>b) le poste occupé;</li> <li>c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;</li> <li>d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;</li> <li>e) la date de l'assignation hors structure;</li> <li>f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;</li> <li>g) les prévisions pour 2022-2023.</li> </ul>
RG20	Personnel en disponibilité	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le poste initial;</li> <li>b) le salaire;</li> <li>c) le poste actuel, s'il y a lieu;</li> <li>d) la date de la mise en disponibilité;</li> <li>e) les prévisions pour 2022-2023.</li> </ul>



## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

RG21	Occasionnels mis à pied	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2021-2022, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2022-2023.
RG22	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
RG23	Abonnements	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégorie.
RG24	Billets de saison, loges, club privé	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégorie.
RG25	Sites Internet	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site; i) les noms de domaines réservés; j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
RG26	Visites ministérielles et sous ministérielles	Pour 2021-2022, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

RG27	Adjoints parlementaires	<p>La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2021-2022 :</p> <p>a) le détail des mandats; a) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre. f) l'objet; g) les dates.</p>
RG28	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
RG29	Crédits périmés et gel de crédits	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023.
RG30	Revenus autonomes et tarification	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2022-2023.
RG31	Plan de réduction	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2021-2022 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2022 pour 2022-2023.
RG32	Transferts du gouvernement fédéral	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 et 2023-2024, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
RG33	Primes au rendement et bonis - SCT	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
RG34	Primes au rendement et bonis - cabinet	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
RG35	Primes de départ, allocation de transition	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
RG36	Augmentations de salaire	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

RG37	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
RG38	Reconduction des programmes existants	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2021-2022 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2022-2023. Pour chacun de ces programmes existants en 2021-2022, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
RG39	Initiative ou majoration programmes existants	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
RG40	Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital) ; b) les grands dossiers en cours ; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
RG41	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
RG42	Taux d'absentéisme	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
RG43	Cotisation à des associations	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
RG44	Sondages	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) la date ; b) la nature ; c) les questions posées ; d) les réponses ; e) la firme retenue ; f) les coûts.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

RG45	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.
RG46	Achats crédits carbone	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.
RG47	Transfert d'emplois gouvernementaux en région	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région: a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2021-2022; b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2021-2022 en précisant la région d'origine et la région de destination. c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.
RG48	Rapport final CSDEPJ	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse.
RG49	Protection des renseignements personnels	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022.
RG50	Occupation et vitalité des territoires 2018-2022	Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.
RG51	Mesures de télétravail/travail à distance	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2021-2022, au sein du ministère ou de l'organisme : a) nombre d'employés au total en ayant bénéficié; b) nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021; c) proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
RG52	Remboursement matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
RG53	Employés absents COVID-19	Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.
RG54	Soutien employés - santé mentale	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 : a) les sommes dépensées; b) le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE); c) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
RG55	Entretien ménager et désinfection des locaux	Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir : a) le total des sommes dépensées; b) le nom des fournisseurs retenus; c) la liste des contrats.
RG56	Coût mesures - CNESST	Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

RG57	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande;
RG58	Demandes d'accès à l'information	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2021-2022 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
RG59	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.
RG60	Rémunération des stages	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016. a) nombre de stagiaires reçus; b) heures de stages effectués; c) rémunération totale déboursée.
RG61	Dépenses supplémentaires COVID-19	Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19, pour 2020 et 2021.
RG62	Dépenses implantation nouveau régime de dotation	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60.
RG63	Amendes perçues cinq dernières années	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2021-2022 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
  - les détails de ces ententes;
  - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts;
- k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions;
- l) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générés par le voyage.

### Exposé et statistiques

Aucun déplacement n'a été effectué à l'extérieur du Québec au cours de l'exercice 2021-2022.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs en réponse à cette question sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 par. 18), à l'adresse suivante :

<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx>

En ce qui concerne la sous-question l), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 46.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS  
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-2

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère pour chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2021-2022 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Exposé et statistiques

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Accompagnateurs	Somme
				Total des frais de transport, d'hébergement, de repas et les autres frais inhérents	
Annonce Famille <sup>1</sup>	2021-07-26 au 2021-07-28	Cap-aux-Meules et Bonaventure	801,06 \$	3 003,18 \$	3 804,24 \$

<sup>1</sup> Aucuns autres frais n'ont été réclamés pour ce voyage au 28 février 2022.

Les questions d) et e) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle dans le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 17**).

<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx>





Au 28 février 2022

Mathieu Lacombe  
Ministre de la Famille

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents		Accompagnateurs	
							Montant	Description	Nom et fonction	Total des frais de transport, d'hébergement, de repas et les autres frais inhérents
Annonce Famille <sup>1</sup>	2021-07-26 au 2021-07-28	Cap-aux-Meules et Bonaventure	801,06 \$						Antoine De La Durantaye, attaché de presse Rodrigo Alejandro Garcia, attaché politique Albu Dan-Catalin, garde du corps	3 003,18 \$

<sup>1</sup> Aucuns autres frais n'ont été réclamés pour ce voyage au 28 février 2022.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

### Exposé et statistiques

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle dans le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24) :

<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Exposé et statistiques

- Conférences de presse

Objet	Fournisseur	Mandat	Dépenses par événement
Annonce virtuelle pour l'inauguration de 2 CPE Huntingdon Le 31 mars 2021	MTESS	Logistique	1 980,00 \$
Annonce virtuelle pour les locaux temporaires pour les SGEE Le 10 mai 2021	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	2 702,20 \$
	MTESS	Logistique	
Annonce concernant la mise en place de mesures pour relancer la garde en milieu familial Le 3 juin 2021	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	254,70 \$
Briefing technique en vue des consultations nationales virtuelles sur Zoom sur les SGEE et allocution du Ministre Le 15-16-17 juin 2021	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	6 167,30 \$
	MTESS	Logistique	
Annonce PFI Le 29 juin 2021 CPE Notre-Dame-du Laus	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	4 226,13 \$
	MTESS	Logistique	

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-4

Annonce pour l'inauguration du nouveau CPE Le 7 juillet 2021 CPE Le Papillon bleu, Brigham	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	2 137,29 \$
	MTESS	Logistique	
	Déplacement employé	Rapport de frais	
Annonce nationale sur l'entente Canada- Québec sur la petite enfance Le 5 août 2021 Parc Lalancette	MTESS	Logistique	7 158,66 \$
Annonce pour l'inauguration du nouveau CPE Le 12 août 2021 CPE la Marelle Victoriaville	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	2 469,09 \$
	MTESS	Logistique	
	Compagnie de location d'autos Enterprise Canada	Location de voiture	
Annonce des projets de 9 014 nouvelles places subventionnées en services de garde éducatifs à l'enfance + annonce de la Capitale-Nationale Le 23 août 2021 CPE Ma Belle Grenouille	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	2 316,35 \$
	MTESS	Logistique	
Annonce concernant le dévoilement des projets ADP places subventionnées Le 24 août 2021 CPE L'Espièglerie Estrie	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	3 240,97 \$
	MTESS	Logistique	
Annonce concernant le dévoilement des projets ADP places subventionnées Le 25 août 2021 CPE Le Jardin d'Oseille Chaudière-Appalaches	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	2 970,79 \$
	MTESS	Logistique	
	Compagnie de location d'autos Enterprise Canada	Location de voiture	
	Déplacement Employé	Rapport de frais	
	Quality Inn Lévis	Hébergement	
Annonce concernant le dévoilement des projets ADP places subventionnées - Bas-St-Laurent Le 26 août 2021 Rimouski	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	4 428,88 \$
	MTESS	Logistique	
	Compagnie de location d'autos Enterprise Canada	Location de voiture	
	Déplacement Employé	Rapport de frais	
	Quality Inn Mont-Joly	Hébergement	
Annonce concernant le dévoilement des projets ADP places subventionnées Le 27 août 2021 CPE aux milles couleurs Outaouais	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	4 106,37 \$
	MTESS	Logistique	
	Compagnie de location d'autos Enterprise Canada	Location de voiture	
	Dépl. Employé	Rapport de frais	
	Auberge Montebello	Hébergement	

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-4

Annonce concernant le dévoilement des projets ADP places subventionnées Le 30 août 2021 CPE Flocons de rêve Mauricie	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	2 905,20 \$
	MTESS	Logistique	
Annonce concernant le dévoilement des projets ADP places subventionnées - Centre-du-Québec (MRC de Athabaska) Le 30 août 2021 CPE Hoplavia	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	2 782,50 \$
	MTESS	Logistique	
Annonce concernant le dévoilement des projets ADP places subventionnées - Centre-du-Québec (Drummond-Bois-Franc) – Le 30 août 2021 CPE Mlle Coco	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	1 604,12 \$
	Duoson	Logistique	
Annonce concernant le dévoilement des projets ADP places subventionnées - Abitibi-Témiscamingue Le 30 août 2021 CPE La Ribambelle	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	2 724,25 \$
	Duoson	Logistique	
Annonce pour l’inauguration de l'installation temporaire du CPE, Scott Le 23 septembre 2021 CPE des Petits Pommiers	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	1 984,16 \$
	MTESS	Logistique	
Annonce concernant le bilan COVID-19 - BAnQ Vieux-Montréal Le 4 octobre 2021	MTESS	Logistique	4 350,60 \$
Annonce du Grand chantier Famille - Présentation du plan d'action, dépôt du projet de loi et lancement de l'appel de projets en continu – Briefing technique avec les journalistes Le 21 octobre 2021 Imaginarium	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	4 176,20 \$
	MTESS	Logistique	
Annonce du Grand chantier pour les familles - Lancement d'un appel de projets de 1 000 nouvelles places pour les communautés autochtones Le 25 octobre 2021 Musée amérindien de Mashteuiasth	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	9 353,79 \$
	MTESS	Logistique	
	Déplacement Employé	Rapport de frais	
	Compagnie de location d'autos Enterprise Canada	Location de voiture	
Annonce pour Opération main-d'œuvre (GIRMO) – MFA Le 17 janvier 2022	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	952,08 \$
	Axia services	Service de sécurité	
	Le Dauphin MTL	Hébergement	
	Déplacement Employé	Rapport de frais	

\* Achats regroupés



ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-4

• Évènements

Objet	Lieu	Date	Fournisseur	Mandat	Dépenses par événement
Consultation sur les services de garde éducatifs à l'enfance	Québec	Du 11 mai au 18 juin 2021	Mélanie Roy	Service d'animation	400,00 \$
			Alexis Tremblay		600,00 \$
			Christian Scott		2 200,00 \$
			François Thérien		1 200,00 \$
			Guillaume L'Écuyer-Caron		1 000,00 \$
			Jules Laurent-Allard		1 400,00 \$
			Marie Perrault		1 000,00 \$
			Myriam D Jutras		2 600,00 \$
			Nicolas Vazeille		2 600,00 \$
			Powen-Alexandre Morin		2 200,00 \$
			Eklosion		4 650,00 \$
			Service Web Diffusion	Logistique	38 800,00 \$
			Total		58 650,00 \$
Consultation sur les services de garde éducatifs à l'enfance auprès des autochtones			ACOSYS inc.	Maître de cérémonie	1 200,00 \$
Total général					59 850,00 \$

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-5

Liste des dépenses en formation de communication :

Organisées par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

### Exposé et statistiques

Il n'y a eu aucune formation de communication pour l'exercice 2021-2022.

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels.

(art. 4 paragraphes 22 et 23).

(<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx>)



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-6

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

### Exposé et statistiques

L'information concernant les contrats de moins de 25 000 \$ octroyés du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 28 février 2022 est présentée dans les tableaux ci-joints.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.



MINISTÈRE DE LA FAMILLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022

SERVICES PROFESSIONNELS			RG-6-Annexe
Nom du contractant	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
Cartovista inc.	Service d'accès à une licence permettant la mise en ligne d'une carte interactive qui géolocalise les services aux familles.	Gré à gré	2 000,00 \$
Marketing Léger inc.	Évaluation de la campagne de valorisation du métier d'éducatrice et d'éducateur de la petite enfance - MFA	Gré à gré	13 450,00 \$
Les Conseillers acti-communications inc.	Formation - Écriture stratégique	Gré à gré	2 300,00 \$
Coopérative de solidarité Belvédère communication	Production de deux vidéos	Gré à gré	6 500,00 \$
Caroline Rochon	Conférencière	Gré à gré	2 000,00 \$
Alpha Traduction et Interprétation inc.	Traduction Français-Anglais et Anglais-Français lors de la journée de consultation autochtone 10 juin	Gré à gré	1 510,00 \$
Regroupement des CPE de la Montérégie	Formation : L'inspection des aires et des espaces de jeu des services de garde éducatifs	Gré à gré	3 000,00 \$
Groupe Context Inc.	Formation sur la transformation numérique	Gré à gré	1 575,00 \$
Acosys Consulting Services inc.	Maître de cérémonie lors de la journée de consultations avec les communautés autochtones	Gré à gré	1 200,00 \$
Eklosion-Animation professionnelle Inc.	Animation pour les audiences nationales	Gré à gré	4 650,00 \$

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022

SERVICES PROFESSIONNELS			RG-6-Annexe
Nom du contractant	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
Intelliform Solutions Technologiques inc.	Formation CEH fournissant les connaissances sur les cinq phases du hacking, les vecteurs d'attaques, ainsi que les contremesures préventives	Gré à gré	3 200,00 \$
Pulsation Graphique	Montage infographique du rapport annuel 2020-2021	Gré à gré	2 000,00 \$
Groupe informatique Technologia inc.	Formation sur les fonctionnalités de OneNote	Gré à gré	5 650,00 \$
Stratégie Organisation et Méthode SOM inc.	Sondage en ligne auprès de la population québécoise au sujet de la cyberintimidation.	Gré à gré	12 500,00 \$
Groupe informatique Technologia inc.	Formation Excel	Gré à gré	5 700,00 \$
Évolution Optimum Inc.	Accompagner la direction des inspections dans l'organisation du travail	Gré à gré	24 440,00 \$
Alexandra Goulet	Rédaction d'un cadre de référence sur le développement social et affectif des jeunes enfants	Gré à gré	19 950,00 \$
Normandin Beaudry	Rédaction et révision de questionnaires d'analyse d'emploi (QAE) ainsi que la rédaction d'une description d'emploi (DE) pour cadre	Gré à gré	11 800,00 \$
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail	Soutien aux employeurs dans l'amélioration de leurs responsabilités en matière de santé des personnes au travail	Gré à gré	1 343,10 \$

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022

SERVICES PROFESSIONNELS				RG-6-Annexe
Nom du contractant	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant	
Animateurs consultations (8 fournisseurs: Powen-Alexandre Morin, Francis Therrien, Christian Scott Martone Donde, Jules Laurent-Allard, Marie Perrault, Myriam D. Jutras, Nicolas Vazeille,Guillaume L'Écuyer-Caron)	Animation des consultations publiques sur les services de garde éducatifs à l'enfance	Gré à gré	14 200,00 \$	
Réseau international sur le Processus de production du handicap	Formation sur les personnes handicapées	Gré à gré	1 275,00 \$	
Groupe Edgenda inc.	Formation sur la gestion des projets	Gré à gré	4 950,00 \$	
Les Services Conseils Hardy inc.	Formation SAS (Langage SAS intermédiaire)	Gré à gré	3 350,00 \$	
Isabelle Bourassa	Services de sténographie	Gré à gré	1 392,80 \$	
Charpentier DO	Formation - leadership et gestion d'équipe	Gré à gré	1 620,00 \$	
PMI Montréal inc.	Formation Agile (PMI ACP)	Gré à gré	1 405,00 \$	



MINISTÈRE DE LA FAMILLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022

SERVICES PROFESSIONNELS			RG-6-Annexe
Nom du contractant	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
Groupe informatique Technologia inc.	Formation MS SQL SSAS	Gré à gré	1 290,00 \$
Gestion Raymond Brouillard inc.	Formation en gestion des ressources humaines	Gré à gré	5 700,00 \$
Les Conseillers acti-communications inc.	Formation - Écriture stratégique	Gré à gré	2 450,00 \$
Chantal Dézainde, Ph.D., ps.ed.	Services de psychoéducation	Gré à gré	1 200,00 \$
Coopérative de services enfancefamille.org	Réalisation de travaux supplémentaires concernant la production et l'organisation de données transférées par la Coopérative quant à l'accès aux places en services de garde	Gré à gré	22 500,00 \$

MINISTÈRE DE LA FAMILLE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022

SERVICES AUXILIAIRES				
Nom du contractant	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant	RG-6-Annexe
REP solution interactive inc. (Dialog Insight)	Droit d'utilisation de licences pour envois massifs de courrier électronique, le développement de sondages en ligne destinés à un public cible et la gestion des inscriptions à des événements.	Gré à gré	8 000,00 \$	
Services Epajus inc.	Traitement du courrier	Gré à gré	21 500,00 \$	
9231-9771 inc. (Unik Media)	Production d'une capsule en motion design	Gré à gré	8 450,00 \$	
Gestion Licorne inc.	Impression de formulaires	Gré à gré	6 400,00 \$	
Encore Global Events (Canada) ULC	Services audiovisuels lors de la rencontre avec les partenaires du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance de la région de l'Outaouais.	Gré à gré	4 485,29 \$	
Sani-Fontaines inc.	Entretien des refroidisseurs d'eau dans les bureaux du ministère de la Famille	Gré à gré	4 000,00 \$	
Immigrant Québec	Participation au Salon de l'immigration et intégration du Québec afin de promouvoir le métier d'éducateur de la petite enfance	Gré à gré	2 800,00 \$	
La Société des casinos du Québec inc.- Hilton Lac-Leamy	Location de salles lors d'une rencontre avec les partenaires du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance de la région de l'Outaouais.	Gré à gré	2 750,00 \$	
Graphica Impression inc.	Impression d'autocollants - Services de garde reconnus	Gré à gré	1 765,00 \$	
9193-6690 Québec inc. (Référence Média)	Transmission quotidienne du résumé de la période des questions à l'Assemblée nationale à chaque séance de celle-ci	Gré à gré	1 750,00 \$	

MINISTÈRE DE LA FAMILLE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022

SERVICES AUXILIAIRES				
Nom du contractant	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant	RG-6-Annexe
Duoson Multimédia inc.	Services de sonorisation (services audio, de webdiffusion et la gestion des équipements additionnels)	Gré à gré	3 734,07 \$	
9155-5466 Québec inc. (Le Tremblay)	Sonorisaton et location de salle	Gré à gré	2 375,00 \$	
Le Réseau pour un Québec Famille	Renouvellement - Sceau de reconnaissance (Concilivi)	Gré à gré	2 250,00 \$	
Hubspot Canada inc.	Formation technique	Gré à gré	1 387,50 \$	
Édifice 500-Grande-Allée Est inc.	Travaux de peinture	Gré à gré	6 285,80 \$	

MINISTÈRE DE LA FAMILLE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022

APPROVISIONNEMENT				
Nom du contractant	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant	RG-6-Annexe
Apple Canada inc.	Achat de matériel informatique	gré à gré	1 388,00 \$	
Apple Canada inc.	Achat de matériel informatique	gré à gré	3 434,00 \$	
Les solutions de rangement Prisma inc.	Acquisition d 'étagères pour une salle d'archives	gré à gré	3 955,00 \$	
Apple Canada inc.	Achat de matériel informatique	gré à gré	1 530,00 \$	
ACCEO	Acquisition du logiciel ACCEO - Services de garde - 1 an - 10 utilisateurs	gré à gré	2 350,00 \$	



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-7

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

### Exposé et statistiques

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-8

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

### Exposé et statistiques

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.





ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS  
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-9

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2021-2022, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2021-2022.

Exposé et statistiques

Le ministère de la Famille a un seul projet inscrit au Tableau de bord gouvernemental des projets en ressources informationnelles (RI).

a) Projets	Mesure exceptionnelle de soutien
b) Nature du projet	Développement informatique
d) Budget autorisé	942 000 \$
f) Coûts engendrés	539 798 \$
i) Pourcentage de réalisation	100 %
l) Étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre	Oui
m) Pénalités appliquées à des sous-traitants	S.O.

Les questions c), e), g), h), j) et k) ne semblent pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

Pour les sous-questions a), b), d), f), i), et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-10

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2021-2022 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - i. au Québec;
  - ii. à l'extérieur du Québec.

Exposé et statistiques

Dépenses au 28 février 2022

	CABINET <sup>(1)</sup> ET MINISTÈRE
PHOTOCOPIE :	26 391 \$
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT :	645 \$
DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT :	0 \$
DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE :	1 398 \$
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS :	246 008 \$
ALCOOL ET FÊTES <sup>(2)</sup>	2 950 \$
PERFECTIONNEMENT ET CONGRÈS :	
Au Québec	101 583 \$
À l'extérieur du Québec	0 \$

(1) Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

(2) Départs à la retraite et 25 ans de services. Ces frais n'incluent pas de remboursement lié à des frais d'alcool ni à l'organisation de fêtes.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS  
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-11

De façon séparée et distinctes, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2021-2022, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- c) les coûts d'acquisition des appareils;
- d) le coût d'utilisation des appareils;
- e) le coût des contrats téléphoniques;
- f) les noms des fournisseurs;
- g) le nombre de minutes utilisées;
- h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- i) Le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

**Exposé et statistiques**

Les sous-questions a), b), g) et k) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

<div>Ministère (incluant les cabinets)  au 28 février 2022</div>	
Frais d'itinérance	30,80 \$
Frais de dépassement de données	0 \$
Frais de résiliation	0 \$

Pour les sous-questions c), d), e) et f), l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle dans le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25).  
(<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx>)



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-12

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
  - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- l) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- m) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- n) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- o) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- p) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- q) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- r) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-12

### Exposé et statistiques

- a) et b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus/35 ans et moins :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires; le coût moyen par employé selon la classe de travail :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 et 100 jours et plus et leur valeur estimée par catégorie d'emploi :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du Ministère ou d'un organisme relevant du Ministère et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers :

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre de direction et chacune des régions) :

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-12

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**l) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions) :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**m) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**n) nombre d'employés permanents et temporaires :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**o) Nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**p) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi :**

Aucun poste n'a été aboli en 2021-2022.

**q) l'effectif autorisé par le Secrétariat du Conseil du trésor en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs:**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**r) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.**

En 2016-2017, le Conseil du trésor a approuvé de nouvelles modalités relatives au suivi du niveau d'effectifs accordé aux ministères et organismes dont le personnel est nommé selon la Loi sur la fonction publique. Ainsi, la notion de postes a été abolie et fait maintenant place à la notion d'heures rémunérées.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-13

Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2021-2022 et les prévisions pour l'année 2022-2023 de :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

### Exposé et statistiques

- a) le nombre de départs à la retraite en 2021-2022 et en 2022-2023, incluant le total et la ventilation des indemnités versées :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines :**

Le remplacement des 18 départs à la retraite en 2021-2022 a été effectué selon la capacité financière du Ministère.

- c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats :**

Nombre de retraités engagés pour un contrat : 6.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-14

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2021-2022 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
- k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse;
- l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.

### Exposé et statistiques

L'information pour l'année financière 2021-2022 est fournie dans le tableau en annexe.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx>



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

### GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-14-Annexe

Emplacement	Superficie (m <sup>2</sup> )	Coût de location 2021-2022	Aménagement, rénovations 2021-2022	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué <sup>(1)</sup>
1760-A et 1800, boul. Le Corbusier, Laval	838,12	163 223,88 \$	1 700,99 \$	2001/12/01 au 2019/11/30 Reconduit	9118-9308 Québec Inc.
201, Place Charles-Lemoyne, Longueuil	880,51	164 135,04 \$	0,00 \$	Durée indéterminée	Société québécoise des infrastructures
730, boul. Charest Est, Québec	754,97	199 095,48 \$	2 454,63 \$	2019/02/01 au 2029/01/31	Édifice 750 Charest Inc.
600, rue Fullum, Montréal	6 990,43	1 143 287,76 \$	8 754,64 \$	Durée indéterminée	Société québécoise des infrastructures
425, rue Jacques-Parizeau, Québec	3 208,09	1 263 114,36 \$	5 036,79 \$	2014/04/01 au 2038/03/31	Édifice 500, Grande-Allée Est, Inc.
3885, boul. Harvey, Saguenay	37,50	7 319,76 \$	0,00 \$	2016/05/01 au 2021/04/30 Reconduit	Barrasso, Vincenzo
337, rue Moreault, Rimouski	38,04	7 192,68 \$	0,00 \$	Durée indéterminée	Société québécoise des infrastructures
200, chemin Ste-Foy, Québec <sup>(2)</sup>	617,88	155 915,16 \$	0,00 \$	2015/05/01 au 2030/04/30	Whiterock 200 Ste-Foy Inc.

(1) Les ententes de location des espaces ont toutes été signées avec la Société québécoise des infrastructures (SQI), même celles dont le propriétaire n'est pas la SQI.

(2) Ajout d'une salle à compter du 1<sup>er</sup> février 2021.





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-15

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) La valeur estimée de ceux-ci;
- c) Les coûts d'entretien annuel;
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

### Exposé et statistiques

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-16

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

### Exposé et statistiques

La sous-question a) ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Le total des coûts d'aménagement, de rénovation et autres travaux pour le Ministère en 2021-2022 est de 17 947,05 \$.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Les firmes ayant effectué les travaux sont les suivantes :

Monette Express, Déménagement Mont-Bruno/Lakeshore inc., Serrureri-Contrôle inc., Serruriers Amherst inc., Siemens Canada limitée, Société québécoise des infrastructures (SQI) et Solution de rangement Prisma inc.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-17

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2021-2022, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2021-2022;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour 2021-2022;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

**Exposé et statistiques**

Les sous-questions a), b), d), e), f), g), i), j), l) et m) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

**CABINET DE M. MATHIEU LACOMBE, MINISTRE DE LA FAMILLE**

Du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 28 février 2022

Nom	Poste	Port d'attache
Archambault, Marcos	C	Montréal
Bourque, Roxanne	A	Québec
Boyer-Lafontaine, Alexis	C	Montréal
De La Durantaye, Antoine	A	Québec
Émond, Elisabeth	C	Montréal
Garcia, Rodrigo	C	Montréal
Gilbert, Thomas	A	Gatineau
Lavoie, Guylaine	A	Québec
Lemay, Geneviève	A	Québec
León, Atim	D	Montréal
Morin, Stéphanie	A	Québec
Moyneur-Larocque, Michel	A	Saint-André-Avellin
Pichereau, Jean-Charles	A	Gatineau
Provost, Marc-André	A	Gatineau
Robertson, William	C	Gatineau
Vallières, Dominic	C	Québec
Vien, Louis-Philippe	C	Montréal

Du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 28 février 2022, il y a eu 17 employés au sein du cabinet.

A : Attaché politique  
C : Conseiller politique  
D : Directeur de cabinet

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS  
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-17

K) MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET

M. Mathieu Lacombe, ministre de la Famille Année financière 2021-2022	1 010 000 \$
--	--------------

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-18

Liste des sommes d'argent versées en 2021-2022, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

### Exposé et statistiques

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle dans le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 26).

<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx>





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-19

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2022-2023.

### Exposé et statistiques

Au 28 février 2022, le ministère de la Famille compte 1 employé hors structure.

Les renseignements demandés sont des renseignements personnels qui ne peuvent être communiqués.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-20

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2022-2023.

### Exposé et statistiques

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-21

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2021-2022, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2022-2023.

### Exposé et statistiques

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-22

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

### Exposé et statistiques

Au 28 février 2022, un employé du Ministère est en prêt de service dans un autre ministère ou organisme.

Les renseignements demandés sont des renseignements personnels qui ne peuvent être communiqués.





ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-23

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Euréka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

Exposé et statistiques

Données au 28 février 2022

TITRE DE L'ABONNEMENT	COÛT
Bases de données	
Diffusion des communiqués de presse (Communication CNW)	10 357,80 \$
Revue de presse écrite et électronique (I.C.I. Influence communications inc.)	39 524,02 \$
Agorapulse Pro (Agorapulse)	401,28 \$
Base de données multidisciplinaire Eureka (Communication CNW)	2 815,84 \$
Ressources et formations sur la technologie (Pluralsight)	1 248,41 \$
Périodiques	
Code civil du Québec	1 993,00 \$
Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail	262,00 \$
Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires	528,00 \$

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-24**

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

**Exposé et statistiques**

Le cabinet ministériel et le Ministère n'ont déboursé aucune somme pour l'achat de billets de saison, de réservation de loges et de frais exigés afin de devenir membre d'un club privé, ou autre, au cours de l'année financière 2021-2022.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-25

Pour chaque site Internet du Ministère ou de l'organisme public (incluant ceux des événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation et de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site;
- i) les noms de domaines réservés;
- j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

### Exposé et statistiques

- a) Site institutionnel du Ministère : mfa.gouv.qc.ca.
- b) La conception du site a été assumée par des ressources internes en collaboration avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
- c) Il n'y a pas eu de coût de construction de site en 2021-2022.
- d) En 2021-2022, les coûts d'entretien et d'évolution du site ont été de 45 811 \$ et les coûts d'hébergement de 600 \$.
- e) En 2021-2022, aucune dépense en modernisation ou refonte.
- j) En 2021-2022, le coût total pour la réservation de noms de domaines est de 2 860 \$.

Les questions f), g), h) et i) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-26

Pour 2021-2022, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes rencontrées;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Exposé et statistiques

Rencontre avec les partenaires du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance

But du déplacement	Région administrative	Salle	Logistique	Total
Rencontre ministre Lacombe et les représentants SGEE	Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 375,00 \$		2 375,00 \$
	Outaouais	1 890,00 \$	4 215,57 \$	6 105,57 \$





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-27

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2021-2022 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- e) l'objet;
- f) les dates.

### Exposé et statistiques

Aucuns frais de déplacement en 2021-2022.

Les sous-questions a), c), d), e), f) et g) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche :   RG-28**

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

**Exposé et statistiques**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

N° de fiche : RG-29

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l’année financière 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023.

**Exposé et statistiques**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche :   RG-30**

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2022-2023.

**Exposé et statistiques**

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel de gestion 2021-2022.





**ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

N° de fiche : RG-31

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2021-2022 demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor, et confirmé par le gouvernement en décembre 2021 pour 2022-2023.

**Exposé et statistiques**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS  
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-32

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 et 2023-2024, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

**Exposé et statistiques**

**Sommes reçues en provenance du gouvernement fédéral :**

Accord de mise en œuvre de l'entente asymétrique du 10 mars 2017 – Volet concernant l'apprentissage et la garde des jeunes enfants (Accord de 2017)

Dans le cadre de cet Accord, le Québec s'attend à recevoir près de 1,2 milliard de dollars de 2017-2018 à 2027-2028. La contribution attribuée au Québec variera en fonction des projections démographiques. Le renouvellement de l'Accord de 2017, approuvé par le Conseil des ministres le 14 octobre 2020, a pris fin le 31 mars 2021. Des discussions étant actuellement en cours pour son renouvellement, aucune somme n'a encore été versée pour 2021-2022.

Accord asymétrique 2021 à 2026 concernant le volet pancanadien pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants (Accord de 2021)

Dans le cadre de cet Accord, le Québec s'attend à recevoir près de 6 milliards de dollars de 2021 à 2026. La contribution allouée au Québec variera en fonction des projections démographiques.

Année financière	Contribution
2021-2022	659 600 512 \$

\* Montant estimé selon les projections démographiques de Statistiques Canada

Le financement annoncé par le gouvernement fédéral dans le cadre de cette entente s'ajoute aux contributions versées par le biais du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) et de l'Accord de mise en œuvre de l'entente asymétrique du 10 mars 2017 (volet concernant l'apprentissage et la garde des jeunes enfants).

Comme le Québec finance son propre réseau de services de garde éducatifs à l'enfance depuis 1997, les sommes reçues sont versées directement au Fonds consolidé. Elles sont attribuées au ministère de la Famille à même ses crédits budgétaires, pour financer les priorités en matière de services directs aux familles. Il n'est donc pas possible de distinguer l'utilisation des sommes reçues du gouvernement fédéral par rapport aux sommes prises à même le Fonds consolidé.

**Sommes reçues en provenance d'un autre gouvernement :** aucune somme n'a été reçue d'un autre gouvernement en 2021-2022.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

N° de fiche : RG-33

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

**Exposé et statistiques**

Aucune prime au rendement ni boni n'a été octroyé en 2021-2022, puisqu'ils ont été abolis en 2019-2020.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

N° de fiche : RG-34

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

**Exposé et statistiques**

En 2021-2022, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.





**ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

N° de fiche :    **RG-35**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

**Exposé et statistiques**

Pour l'année financière 2021-2022, aucune prime de départ n'a été versée pour les employés du Ministère.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

N° de fiche : RG-36

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

**Exposé et statistiques**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

N° de fiche : RG-37

Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

**Exposé et statistiques**

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit de rémunération sans exercer de fonction.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche :   RG-38**

Liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2021-2022 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2022-2023. Pour chacun de ces programmes existants en 2021-2022, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

**Exposé et statistiques**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.





**ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

N° de fiche :   RG-39

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

**Exposé et statistiques**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-40

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

### Exposé et statistiques

- a. 16 633 400 \$
- b. Les informations sont disponibles au tableau de bord  
(site internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)
- c. Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Pour les sous-questions d) et e), la réponse à ces questions sera transmise par le Ministère de la Cybersécurité pour tous les ministères et les organismes.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

N° de fiche : RG-41

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) la masse salariale.

**Exposé et statistiques**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-42**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022, le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

**Exposé et statistiques**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.





ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS  
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-43

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Exposé et statistiques

a) et b)

Dépenses relatives au paiement de cotisations à des associations (ordres ou corporations) professionnelles par le Ministère

Association, ordre ou corporation professionnel	2021-2022
Barreau du Québec	1
Ordre des architectes du Québec <sup>1</sup>	9
Dépense totale	10 008 \$

<sup>1</sup> Cotisations remboursées à l'employé

c) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-44

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les questions posées;
- d) Les réponses;
- e) La firme retenue;
- f) Les coûts.

Exposé et statistiques		
Les questions a), b), c) et d) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.		
Firmes	Sujets	Coûts
Institut national de santé publique du Québec	Réaliser un sondage Web d'une durée maximale de dix minutes auprès des utilisateurs de la trousse média sur l'intimidation.	4 550 \$
Service Web diffusion.com	Consultations publiques sur le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance.	38 800 \$
Stratégie organisation et méthode SOM inc.	Sondage en ligne auprès de la population québécoise (n : 1 211 répondants âgés entre 14 et 75 ans) à l'égard de l'intimidation et de la cyberintimidation.	12 500 \$
Ministère	Sondage pour connaître l'opinion du personnel au sujet du télétravail.	0 \$
Ministère	Sondage d'évaluation de la rencontre du personnel.	0 \$
Ministère	Sondage de satisfaction de la clientèle interne (ex : séance d'accueil virtuelle des nouveaux gestionnaires, groupe d'échanges sur les enjeux RH, coaching d'intégration 100 jours).	0 \$
Ministère	Sondage de satisfaction du service à la clientèle dans le cadre du traitement d'une plainte.	0 \$
Ministère	Sondage sur la satisfaction des clientèles et partenaires du Ministère.	0 \$
Ministère	Sondage sur la satisfaction des associations et regroupements.	0 \$
Stratégie Organisation et Méthode SOM Inc.	Sondage téléphonique auprès des RSG afin de connaître les raisons qui les poussent à abandonner le métier.	20 700 \$
Marketing Léger inc.	Sondage auprès des titulaires de permis du secteur des SGEE concernant les postes vacants.	13 450 \$
Cégep Édouard-Montpetit	Collecte de données auprès des RSG afin de cibler leurs besoins en formation continue et de déterminer les moyens pour les encourager à participer aux formations offertes par le Comité.	15 960 \$
BIP Recherche inc.	Étude de marché relative à la garde à horaires atypiques auprès de parents et d'employeurs du Québec.	63 000 \$
Ministère	Consultation sur les services de garde éducatifs à l'enfance.	0 \$
Ministère	Sondage sur le potentiel de réalisation de places subventionnées.	0 \$



ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS  
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-45

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Exposé et statistiques

a) Aucune dépense n'a été réalisée au sein de médias communautaires.

b) Des dépenses ont été réalisées dans Internet et les médias sociaux.

256 783,50 \$

Campagnes publicitaires	Pourcentage des dépenses publicitaires – Internet et médias sociaux	Montant
Campagne de valorisation du métier d'éducateur et d'éducatrice - Internet et médias sociaux	53,41 %	\$252 303,50 \$
Consultation publique sur l'avenir du réseau des SGEE – Internet et médias sociaux	100 %	4 480,00 \$



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

N° de fiche : RG-46

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

**Exposé et statistiques**

Aucun montant dépensé en 2021-2022.





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-47

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2021-2022;
- b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2021-2022 en précisant la région d'origine et la région de destination;
- c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018.

### Exposé et statistiques

La sous-question a) ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Les sous-questions b) et c) seront répondues par le Secrétariat du Conseil du Trésor.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS  
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-48

Toute somme dépensée et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse.

**Exposé et statistiques**  
La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

N° de fiche : RG-49

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022.

**Exposé et statistiques**

La liste des contrats octroyés par le Ministère visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022, s'il en est, est présentée à la réponse à la question RG-6. Pour ce qui est de la formation du personnel, elle fait l'objet d'une diffusion sur le site Web du Ministère dans le cadre du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels.

En ce qui concerne les actions réalisées par le Ministère visant la protection des renseignements personnels, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-50**

Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental pour assurer l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

**Exposé et statistiques**

L'information concernant la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental pour assurer l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée dans le Rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-51

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2021-2022, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
- b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2022;
- c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.

### Exposé et statistiques

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

N° de fiche : RG-52

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

**Exposé et statistiques**

Au 28 février 2022, une somme de 37 471,26 \$ a été remboursée aux employés pour l'achat du matériel requis pour le télétravail.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-53

Nombre d'employés ayant été absents du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

### Exposé et statistiques

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-54

Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 :

- a) Les sommes dépensées;
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

### Exposé et statistiques

- a) Une somme de 673,19 \$ a été dépensée au 28 février 2022.
- b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- c) Une somme de 673,19 \$ a été dépensée au 28 février 2022.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.





**ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-55**

Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir :

- a) Le total des sommes dépensées;
- b) Le nom des fournisseurs retenus;
- c) La liste des contrats.

**Exposé et statistiques**

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes logés dans un immeuble dont celle-ci est propriétaire.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

N° de fiche : RG-56

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l’organisme ainsi qu’une liste des recommandations effectuées.

**Exposé et statistiques**

Il y a eu aucune visite de la CNESST au Ministère.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-57

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2021-2022 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e) faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;

### Exposé et statistiques

Il n'y a eu aucun contrat octroyé par le Ministère en 2021-2022 qui a fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme public, en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-58

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2021-2022 :

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

### Exposé et statistiques

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel de gestion 2021-2022.





ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-59

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

	Comité	Composition
1.	Comités Agir tôt et de manière concertée	Ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Éducation
2.	Comité interministériel du Plan d'action gouvernemental de lutte contre les thérapies de conversion (Comité sous la responsabilité du Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie)	Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, ministère du Conseil exécutif, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de la Famille, ministère des Finances, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Justice, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, Office des professions du Québec, Régie de l'assurance-maladie du Québec, Revenu Québec.
3.	Comité interministériel en immigration pour la mise en œuvre de la Stratégie d'action Ensemble, nous sommes le Québec.	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Directeur des poursuites criminelles et pénales, ministère de l'Économie et de l'Innovation, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de la Culture et des Communications, ministère de la Famille, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Secrétariat à la région métropolitaine), ministère des Finances, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat à la jeunesse, Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française, Secrétariat aux emplois supérieurs, Secrétariat du Conseil du trésor
4.	Comités du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de la Famille, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, ministère de la Culture et des Communications, ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, ministère de l'Économie et de l'Innovation, ministère des Finances du Québec, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Justice, ministère de la Sécurité publique, ministère de la Santé et des Services sociaux, Secrétariat aux aînés, ministère des Transports, ministère du Tourisme, Office des personnes handicapées du Québec, Revenu Québec, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à la jeunesse, Secrétariat à la condition féminine, Société d'habitation du Québec
5.	Comité de coordination au soutien du développement du réseau québécois des CPSC certifiés par la Fondation Dr Julien	Ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Justice, ministère de l'Éducation, Fondation Dr Julien
6.	Comités interministériels sur la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse (Commission Laurent)	Ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Famille, ministère de la Justice, ministère de l'Éducation, ministère de la Sécurité publique, ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux affaires autochtones-Secrétariat à la jeunesse), ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Enseignement supérieur du Québec (MES), ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-59

	Comité	Composition
7.	Comités relatifs à l'institution d'un Commissaire au bien-être et aux droits des enfants (Commissaire)	Ministère de la Famille, ministère de la Justice, Commission des droits de la personne et des droits la jeunesse, ministère de la Santé et des Services sociaux et du Secrétariat aux affaires autochtone
8.	Comité interministériel du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2022	Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie, ministère de la Justice, Directeur de l'état civil, ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère de l'Économie et de l'Innovation, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat à la jeunesse, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat aux aînés.
9.	Comité directeur intersectoriel sur l'initiative concertée d'intervention pour le développement des jeunes enfants	Ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Famille, ministère de l'Éducation, Institut de la statistique du Québec, CIUSSS de la Mauricie-Centre-du-Québec – direction régionale de santé publique (représentant de la Table de concertation nationale en promotion/prévention), CIUSSS de l'Estrie – CHUS - direction régionale de santé publique (représentant de la Table de concertation nationale en surveillance) et la Fondation Lucie et André Chagnon.
10.	Comité interministériel de suivi des recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Ministère de la Sécurité publique, Secrétariat à la Condition féminine, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Éducation, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Directeur des poursuites criminelles et pénales, Secrétariat aux affaires autochtones, Société d'habitation du Québec, ministère du Tourisme, ministère de l'Économie et de l'Innovation, ministère des Relations internationales, Secrétariat québécois aux relations canadiennes.
11.	Comités en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle, incluant les Premières Nations et les Inuits.	Secrétariat à la condition féminine, ministère de la Justice (y compris le Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie), ministère de la Santé et des Services sociaux (y compris le Secrétariat aux aînés), ministère de la Sécurité publique, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Directeur des poursuites criminelles et pénales, Office des personnes handicapées du Québec, Secrétariat aux affaires autochtones, Société d'habitation du Québec, Conseil du statut de la femme, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, Institut de la Statistique du Québec, Ministère de la Culture et des Communications, Secrétariat à la jeunesse

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS  
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-59

12.	Comité interministériel de l'action communautaire	Ministère de l'Économie et de l'Innovation, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Culture et des Communications, ministère de la Famille, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation – Secrétariat à la région métropolitaine, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère du Conseil exécutif, ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Office de la protection du consommateur, Office des personnes handicapées du Québec, Secrétariat à la condition féminine, Société d'habitation du Québec, Société de l'assurance automobile du Québec
13.	Comité interministériel de suivi de la politique <i>À part entière</i>	Office des personnes handicapées du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère des Transports, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec, Association du Québec pour l'intégration sociale, Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées, Réseau communautaire en santé mentale, Réseau international sur le Processus de production du handicap
14.	Comité directeur interministériel sur la simplification des démarches d'accès aux programmes, mesures et services destinés aux personnes handicapées et à leur famille	Secrétariat du Conseil du trésor, Office des personnes handicapées du Québec, ministère de la Famille, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
15.	Comité interministériel de la mesure no 7 du PATSA – Élaborer des lignes directrices interministérielles sur la transition vers la maternelle pour les enfants recevant des services de réadaptation	Ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de la Santé et des Services sociaux, Office des personnes handicapées du Québec, ministère de la Famille
16.	Comités interministériels jeunesse	Secrétariat à la jeunesse, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à l'accès à l'information et à la réforme des institutions démocratiques, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de l'Économie et de l'Innovation, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère des Finances, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Secrétariat du Québec aux relations canadiennes

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-59

17.	Comité interministériel sur le soutien aux proches aidants	Ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, ministère de la Famille, ministère des Finances, ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Office des personnes handicapées du Québec, Retraite Québec, Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat à la jeunesse, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat aux aînés
18.	Réseau gouvernemental des répondantes et des répondants en matière de politique familiale	Coordonné par le ministère de la Famille, il regroupe des professionnels et des gestionnaires des MO suivants :  Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de la Culture et des Communications, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère des Finances, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Conseil de gestion de l'assurance parentale, Office des personnes handicapées du Québec, Retraite Québec (Régie des rentes du Québec), Secrétariat aux aînés, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat à la jeunesse, Société d'habitation du Québec
19.	Comité de travail interministériel sur l'intimidation	Ministère de la Famille, Secrétariat à la communication gouvernementale, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à la jeunesse, Office des personnes handicapées du Québec, Directeur des poursuites criminelles et pénales, ministère de la Santé et des Services sociaux, Secrétariat aux aînés, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de la Justice, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Sécurité publique, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Secrétariat à la condition féminine, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
20.	Comité des sous-ministres sur l'intimidation	Ministère de la Famille, Secrétariat à la communication gouvernementale, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à la jeunesse, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Éducation, ministère de la Justice, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Sécurité publique
21.	Comité interministériel sur les droits de la personne  Groupe d'action contre le racisme (ajout au comité interministériel)	Présidé par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie, le comité est composé de l'émissaire aux droits et libertés de la personne et de sous-ministres adjoints des MO suivants : ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Office des personnes handicapées du Québec, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à la condition féminine, Société d'habitation du Québec, Secrétariat du Québec aux relations canadiennes
22.	Comité interministériel en économie sociale	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de l'Économie et de l'Innovation, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, ministère des Transports, ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, Secrétariat du Conseil du trésor, Investissement Québec, RECYC-Québec, Secrétariat à la région métropolitaine, Secrétariat à la Capitale-

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-59

		Nationale, Institut de la statistique du Québec, Société d'habitation du Québec
23.	Comité interministériel sur la supervision des droits d'accès (SDA)	Ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Famille, ministère de la Justice
24.	Comité consultatif pour le paiement de l'Allocation familiale	Ministère de la Famille, Retraite Québec, Revenu Québec
25.	Comité interministériel pour la mixité en emploi (CIME), issu de la fusion Comité interministériel pour l'accès et le maintien des femmes dans les métiers traditionnellement masculins et du comité interministériel pour la progression des Québécoises en sciences et en technologies	Secrétariat à la condition féminine (présidence), ministère de l'Économie et de l'Innovation, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi-Québec et Secrétariat du travail), ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, ministère des Transports, ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, ministère de la Culture et des Communications, Secrétariat à la jeunesse, ministère de la Famille
26.	Comités interministériels sur le plan d'action interministériel de la Politique gouvernementale de prévention en santé (PGPS)	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère des Finances, ministère des Transports, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Institut national d'excellence en santé et en services sociaux, Institut national de santé publique du Québec, CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, CISSS de Chaudière-Appalaches
27.	Comité interministériel pour établir, entre le ministère de la Famille et le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), une entente pour mettre en place des mécanismes officiels de collaboration visant la continuité et la fluidité entre le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) et le réseau de la santé et des services sociaux (RSSS)	Ministère de la Famille, ministère de la Santé et Services sociaux
28.	Comité interministériel de la Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021	Secrétariat à la condition féminine, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de la Culture et des Communications, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Économie et de l'Innovation, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Office des personnes handicapées du Québec, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à la jeunesse, Bureau de lutte contre l'homophobie

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-59

29.	Regroupement des directrices et directeurs généraux de l'administration du Gouvernement du Québec	Regroupe les directeurs généraux de l'administration, sous-ministres adjoints et vice-présidents à l'administration des MO de l'administration gouvernementale
30.	Forum des gestionnaires en technologies de l'information	Regroupe les gestionnaires responsables des technologies de l'information dans les MO de l'administration gouvernementale
31.	Forum des gestionnaires en ressources matérielles	Regroupe les gestionnaires responsables des services de ressources matérielles dans les MO
32.	Forum des directrices et directeurs des ressources humaines	Regroupe les gestionnaires responsables des services en ressources humaines dans les MO
33.	Forum des gestionnaires en ressources financières	Regroupe les gestionnaires responsables des ressources financières dans les MO
34.	Comité de gouvernance en ressources informationnelles	Dirigeants de l'information des MO
35.	Sous-comité Ressources, performance et évolution de la gouvernance	Ministère de la Famille, Secrétariat du Conseil du trésor, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de la Justice, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, Revenu Québec, Sureté du Québec et Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
36.	Comité utilisateur des services technologies de l'information et des communications	Ministère de la Cybersécurité et du Numérique, Autorité des Marchés publics, Conseil de gestion de l'assurance parentale, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de la Famille, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Régie du bâtiment du Québec, ministère des Transports et Secrétariat à la condition féminine
37.	Table des conseillers en architecture d'entreprise	Représentants d'organismes publics désignés par leurs gestionnaires respectifs
38.	Table de pilotage du service d'authentification gouvernementale ClicSÉCUR	Ministère de la Famille, ministère de l'Économie et de l'Innovation, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Secrétariat du Conseil du trésor, Régie du bâtiment du Québec, Autorité des marchés financiers, Autorité des marchés publics, Conseil des arts et des lettres du Québec, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, Société de l'assurance automobile du Québec, Services Québec, Registraire des entreprises, Revenu Québec, Office de la protection du consommateur
39.	Comité interministériel en développement durable	Tous les ministères et organismes peuvent désigner un membre au CIDD. Celui-ci doit être le gestionnaire de plus haut niveau du MO



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-59

40.	Comité interministériel sur la révision des équivalences de formation	Ministère de la Famille, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, la Commission des partenaires du marché du travail, Emploi-Québec, Fédération des cégeps, Association des collèges privés du Québec, Association des enseignants et des enseignantes en Techniques d'éducation à l'enfance, Qualification Québec, Comité sectoriel de la main-d'œuvre Économie sociale et action communautaire.
41.	Comité interministériel sur la planification de la main-d'œuvre qualifiée dans le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance	Ministère de la Famille, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
42.	Comité de travail interministériel sur les situations complexes – Entente de complémentarité des services entre le réseau de la santé et des services sociaux (RSSS) et le réseau de l'éducation	Ministère de la Santé et des Services sociaux, Office des personnes handicapées du Québec, ministère de l'Éducation, ministère de la Famille
43.	Comité stratégique interministériel de la transformation du Curateur public	Secrétariat du Conseil du trésor, Curateur public, ministère de la Famille, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Office des personnes handicapées du Québec
44.	Comité d'analyse conjoint sur l'offre de camps de jour pour les enfants de 4 ans	Ministère de l'Éducation - secteur Loisir et Sport, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), Union des municipalités du Québec (UMQ), Fédération québécoise des municipalités (FQM), Espace Muni, Association québécoise pour le loisir des personnes handicapées (AQLPH), Association québécoise du loisir municipal (AQLM), Association des camps du Québec (ACQ)
45.	Comité d'audit interne	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 membres externes <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Gilles Bernier (Président)</li> <li>○ Johanne Goulet</li> <li>○ Louise Soucy</li> </ul> </li> <li>• 2 ressources du ministère de la Famille, incluant la sous-ministre</li> <li>• 2 ressources du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, à qui le ministère de la Famille a imparti la réalisation des activités d'audit</li> </ul>
46.	Comité interministériel sur la promotion des emplois	Tous les ministères et organismes
47.	Comité d'évaluation – Enquêteuse ou enquêteur en matières frauduleuses – 298-30	Ministère de la Famille, ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Office de la protection du consommateur, ministère de l'Enseignement supérieur, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail
48.	Comité interministériel sur le développement des cadres	Regroupe les conseillers en développement organisationnel (CGRH) des ministères et organismes



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-59

49.	Groupe de partage interministériel en gestion du changement	Regroupe les conseillers en gestion du changement (CGRH) et des responsables de projets dans les MO.
50.	Table interministérielle sur la transformation des milieux de travail (gestion du changement)	Regroupe les conseillers en gestion du changement (CGRH) et des responsables de projets dans les MO.
51.	Cellule d'innovation (SCT)	Regroupe des conseillers en gestion des ressources humaines et des gestionnaires de différents MO.
52.	Comité interministériel en information de gestion	Regroupe des conseillers en gestion des ressources humaines et des gestionnaires de différents MO.
53.	Réseau de répondants en diversité et inclusion	Regroupe des conseillers en gestion des ressources humaines de différents MO
54.	Réseau des répondants organisationnels en formation	Regroupe un conseiller en gestion des ressources humaines, généralement spécialisé dans le développement des compétences, de chaque MO, de grandes administrations publiques ainsi que les sociétés d'État.
55.	Groupe de codéveloppement en relations du travail	Portée interministérielle avec la participation des conseillers en relations du travail désirant participer sans obligation.
56.	Groupe de codéveloppement en matière de santé et sécurité	Portée interministérielle avec la participation des conseillers en santé désirant participer sans obligation
57.	Groupe de codéveloppement en gestion des dossiers d'invalidité et de réintégration au travail	Portée interministérielle avec la participation des conseillers en santé désirant participer sans obligation
58.	Groupe de codéveloppement en gestion des conflits et du harcèlement	Portée interministérielle avec la participation des conseillers en santé désirant participer sans obligation
59.	Groupe de codéveloppement en développement organisationnel	Portée interministérielle avec la participation des conseillers en DO désirant participer sans obligation.
60.	Groupe interministériel – Expérience employé	Regroupe les conseillers en développement organisationnel coordonnant la stratégie de l'expérience employé ou toute autre démarche ayant pour but la rétention du personnel (CGRH)
61.	Table des responsables du déploiement du processus de sélection (refonte de la dotation)	Regroupe les directrices et directeurs en gestion des ressources humaines et les conseillers attirés au déploiement du processus
62.	Groupe interministériel de codéveloppement	Participation d'un conseiller en gestion des ressources humaines (animation du groupe) et d'environ 8 professionnels en situation de gestion de différents ministères ou organismes

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-59

63.	Réseau interministériel des responsables d'assiduité	Regroupe les responsables d'assiduité des ministères et organismes
64.	Réseau de répondants en planification stratégique des talents	Le réseau regroupe des membres de différents MO généralement issus des secteurs de la gestion de la main-d'œuvre ou de la planification stratégique de la relève
65.	Organisation de la sécurité civile du Québec	Informér et conseiller le ministre de la Sécurité publique et le gouvernement du Québec en matière de sécurité civile. Orienter les actions des MO en la matière et se prononcer sur les mesures pouvant être prises pour améliorer la gestion des risques. Lors de sinistres d'importance, superviser le déploiement des ressources
66.	Comité technique du Comité sous-ministériel de coordination des dossiers au Nunavik	Le comité technique est constitué des coordonnateurs en affaires autochtones des MO
67.	Comité permanent de la Politique linguistique	Le comité est constitué de responsables de l'application de la politique au sein du SMFIA, SGAI, SMP et de la répondante en matière de politique linguistique auprès de l'OQLF
68.	Comité interministériel sur les femmes enceintes migrantes non admissibles au régime d'assurance maladie du Québec	<p>Sous la responsabilité principale de la RAMQ et du MSSS, participent :</p> <p>Ministère des relations internationales et de la francophonie (MRIF)</p> <p>Ministère du travail, de l'emploi et de la solidarité sociale (MTESS)</p> <p>Secrétariat à la condition féminine (SCF)</p> <p>Retraite Québec (RQ)</p> <p>Ministère de la Famille (MFA)</p> <p>Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'intégration (MIFI)</p> <p>Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ)</p> <p>Commission des normes de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)</p>
69.	Table des sous-ministres adjoints en aménagement du territoire	<p>Sous la responsabilité du sous-ministre adjoint à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire (MAMH) participent :</p> <p>Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation</p> <p>Ministère du Conseil exécutif</p> <p>Ministère de la Culture et des Communications</p> <p>Ministère de l'Économie et de l'Innovation</p> <p>Ministère de l'Éducation</p> <p>Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles</p> <p>Ministère de la Famille</p> <p>Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques</p> <p>Ministère des Finances</p> <p>Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs</p> <p>Ministère de la Santé et des Services sociaux</p> <p>Ministère de la Sécurité publique</p> <p>Ministère du Tourisme</p> <p>Ministère des Transports</p> <p>Commission de la capitale nationale du Québec</p> <p>Office des personnes handicapées du Québec</p> <p>Secrétariat aux affaires autochtones</p> <p>Secrétariat du Conseil du trésor</p> <p>Société d'habitation du Québec</p> <p>Société du Plan Nord</p> <p>Société québécoise des infrastructures</p> <p>Régie du bâtiment du Québec</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS  
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-59

70.	Table gouvernementale aux affaires territoriales	<p>Elle est présidée par le sous-ministre adjoint responsable de l'occupation et de la vitalité des territoires au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Elle est composée des personnes suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Du sous-ministre adjoint ou associé responsable de la Métropole au sein du MAMH;</li><li>• D'un sous-ministre adjoint ou associé de chaque ministère assujetti à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires ;</li><li>• D'un dirigeant de chaque organisme du gouvernement assujetti à cette loi.</li></ul>
-----	--	--

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-60

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2017.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

### Exposé et statistiques

- a) En 2021-2022, le Ministère a accueilli huit stagiaires.
- b) La question ne semble pas pertinente pour l'étude des crédits.
- c) En 2021-2022, la rémunération des stagiaires s'est élevée à 39 304,74\$.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

N° de fiche : RG-61

Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de la COVID-19, pour 2020 et 2021.

**Exposé et statistiques**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**N° de fiche : RG-62**

Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60.

**Exposé et statistiques**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.





ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS  
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-63

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre Ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Exposé et statistiques

Voici les revenus découlant de l'application du chapitre VII.1 Pénalités administratives de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1.1) (la Loi).

Année	Nombre d'avis d'imposition	Pénalités administratives
2021-2022*	245	160 000 \$

\*Prévision pour l'année



